
RAPPORT FINANCIER

2016



2016 : UN BILAN POSITIF UNE ANNÉE DE PROGRÈS



PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration d'Edify est heureux de vous présenter un bilan positif de votre société pour l'exercice 2016. Cette deuxième année complète d'activité a été une année de progrès qui a vu nos participations se développer, tant en chiffre d'affaires qu'en résultat.

Le travail intensif d'accompagnement stratégique de nos entreprises a été poursuivi par l'équipe Edify. C'est notre marque distinctive de nous impliquer aux côtés des entrepreneurs pour être un accélérateur du développement de leurs sociétés.

Notre portefeuille s'est enrichi d'une participation de 31,5 % dans Ligier Group, l'un des leaders européens des quadricycles légers: le lancement d'une nouvelle gamme de véhicules utilitaires légers à propulsion électrique a permis une croissance très forte de son chiffre d'affaires en 2016.

Conformément à notre philosophie de prudence, la situation financière d'Edify est saine. Notre endettement net consolidé n'est que de 22,6 M€. Au niveau de la holding Edify SA, nous disposons de 9,3 M€ de trésorerie et de 63 M€ de lignes de crédit confirmées.

Notre ambition est maintenant d'investir dans des entreprises de plus grande taille pour une meilleure efficacité opérationnelle et une accélération de la croissance d'Edify. Pour être capables de concrétiser des opportunités d'acquisition dans une ou deux Entreprises de Taille Intermédiaire, nous allons mettre en place de nouvelles lignes de crédit.

Je tiens à remercier l'équipe Edify qui a œuvré sans relâche pour développer les affaires existantes et en identifier de nouvelles. Et à souligner le bon esprit de confiance et de coopération qui s'est établi au cours des deux dernières années entre le Conseil et le Management.

EDIFY – INVESTMENT PARTNER

Edify est une holding industrielle qui investit dans des PME et des ETI pour les développer et les accompagner dans la durée.

Précédemment « Somfy Participations », Edify trouve son origine en 2006 au sein du groupe Somfy. Edify est cotée sur le marché Euro MTF de la Bourse de Luxembourg depuis le 19 décembre 2014.



SOMMAIRE

04**RELATION ACTIONNAIRES****05****ORGANISATION****06****PANORAMA DES COMPTES****08****RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 18 MAI 2017**

- 09 – Faits marquants de l'exercice
- 10 – Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify
 - 11 – Présentation des comptes
 - 12 – Événements post-clôture
- 12 – Informations sur les activités en matière de recherche et de développement
 - 12 – Informations sur les risques
- 13 – Informations sur les acquisitions d'actions propres
 - 13 – Affectation du résultat

14**DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

- 15 – Compte de résultat consolidé
 - 16 – Bilan consolidé actif
 - 17 – Bilan consolidé passif
 - 18 – Général
 - 18 – Faits marquants
 - 18 – Événements post-clôture
- 19 – Annexes aux documents comptables consolidés

39**RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ**

- 40 – Rapport sur les comptes annuels consolidés
- 41 – Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires



RELATION ACTIONNAIRES

CAPITAL

Le capital d'Edify SA (ci-après Edify) au 31 décembre 2016 s'élève à 4 860 000 €, divisé en 4 860 000 actions de 1 € nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Dans le cadre des autorisations qui lui sont accordées, la société détient 1 116 actions Edify au 31 décembre 2016. Ces actions propres sont détenues par la société afin d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité.

La société a émis 459 180 parts bénéficiaires au prix de 10 € chacune, représentant un total de 4 591 800 €. La société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital.

COTATION

Edify est une société anonyme cotée sur le marché organisé Euro MTF de la Bourse de Luxembourg depuis le 19 décembre 2014 pour une valeur d'introduction de 50 €. Le cours moyen de l'action de l'année 2016 est de 49,39 € et le cours de clôture s'élève à 53,49 €.

CONTRAT

Edify a conclu le 11 décembre 2014 un contrat d'apporteur de liquidité avec Kepler Capital Market.

CALENDRIER FINANCIER 2017

30 mars	Publication du résultat de l'année 2016
18 mai	Assemblée Générale
22 mai	Publication du chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2017
28 septembre	Publication du résultat du 1 ^{er} semestre 2017
30 novembre	Publication du chiffre d'affaires du 3 ^e trimestre 2017



ORGANISATION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

PAUL GEORGES DESPATURE

Vice-Président

WILFRID LE NAOUR

Membres du Conseil d'Administration

VICTOR DESPATURE

RUDOLF D. GRAF

FRÉDÉRIC GENET

AGNÈS LARUELLE



COMITÉ D'AUDIT

Président

VICTOR DESPATURE

Membre

AGNÈS LARUELLE

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Président

PAUL GEORGES DESPATURE

Membres

FRÉDÉRIC GENET

WILFRID LE NAOUR

COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Président

WILFRID LE NAOUR

Membres

JEAN GUILLAUME DESPATURE

ANTHONY STAHL

RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

ERNST & YOUNG SA

De gauche à droite :

FRÉDÉRIC GENET,
ancien Administrateur Délégué de Société
Générale Bank & Trust Luxembourg.

WILFRID LE NAOUR,
Vice-Président du Conseil d'Administration
d'Edify et précédemment Directeur Général
de Somfy.

PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration.
Précédemment Président du Directoire
de Somfy et Président du Conseil
de Surveillance de Damartex.

AGNÈS LARUELLE,
membre du Comité Exécutif de MDO
Management Company à Luxembourg.

RUDOLF D. GRAF,
Président du Conseil d'Administration
de AFG Arbonia.

VICTOR DESPATURE,
membre du Conseil de Surveillance
de Somfy et Président du Groupe MCSA.

CONTACTS

Edify

VALÉRIE MARQUES

Directeur Financier

Téléphone : +352 24 83 16 21

E-mail : vmarques@edify-investmentpartner.com

Shan

FRANÇOIS-XAVIER DUPONT

Téléphone : +33 1 44 50 58 74

E-mail : fx.dupont@shan.fr



PANORAMA DES COMPTES



PANORAMA DES COMPTES

Données en millions d'euros	Exercice 2016 12 mois	Exercice 2015 12 mois (proforma)	Exercice 2014/2015 15 mois
Actif Net Réévalué au 31 décembre	385,4	321,5	321,5
Chiffre d'affaires consolidé	413,7	361,3	381,3
EBITDA consolidé	52,6	36,9	36,8
Résultat Opérationnel Courant consolidé	36,6	23,6	22,3
Résultat opérationnel consolidé	27,5	29,4	27,6
Résultat net consolidé	16,3	17,0	14,8
Capacité d'autofinancement consolidée	39,9	26,5*	25,0*
Endettement Financier Net consolidé au 31 décembre	22,6	22,9	22,9
Trésorerie Edify SA au 31 décembre	9,3	8,8	8,8
Capacité d'endettement confirmée Edify SA au 31 décembre	63,0	63,0	63,0

* La capacité d'autofinancement de 2015 a fait l'objet d'un ajustement négatif de 7,9 M€ portant sur l'annulation d'une reprise de badwill. Cet ajustement est un élément calculé, il n'a pas d'impact sur la trésorerie.



RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS

- 09 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**
 - Acquisition de Marlux
 - Prise de participation dans Ligier
 - Émission de parts bénéficiaires
 - Création d'un groupe d'intégration fiscale
- 10 ACTIF NET RÉÉVALUÉ DU PORTEFEUILLE D'EDIFY**
 - Méthodologie
 - Valorisation du portefeuille d'Edify
- 11 PRÉSENTATION DES COMPTES**
 - Période comptable
 - Données sociales
 - Données consolidées
- 12 ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE**
- 12 INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT**
- 12 INFORMATIONS SUR LES RISQUES**
 - Risques relatifs à l'activité d'Edify :
 - l'investissement en capital dans les sociétés non cotées
 - Risques propres aux principales participations contrôlées
- 13 INFORMATIONS SUR LES ACQUISITIONS D'ACTIONS PROPRES**
- 13 AFFECTATION DU RÉSULTAT**



RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 18 MAI 2017

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le Conseil d'Administration vous a réunis pour vous rendre compte de la gestion de votre société et des sociétés de son portefeuille et soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 31 décembre 2016.

EDIFY SA est une holding industrielle cotée sur le marché Euro-MTF de la bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour la balnéothérapie, les piscines et les tanks à lait), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), les **Usines Métallurgiques de Vallorbe** (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **La Buvette** (matériels pour l'abreuvement et l'élevage animal), **Ligier** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis), et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

Faits marquants de l'exercice

ACQUISITION DE MARLUX

Le 23 juin 2016, de Buyer a fait l'acquisition de 100 % des parts de la société Marlux, spécialisée dans les moulins à poivre, sel et épices.

PRISE DE PARTICIPATION DANS LIGIER

Le 7 septembre 2016, Edify a acquis pour 7,2 M€ une participation de 31,52 % dans la société Ligier Développement (Ligier Group), spécialiste des quadricycles légers. Edify a également souscrit à des obligations convertibles à hauteur de 5 M€. Cette société est consolidée par mise en équivalence.

ÉMISSION DE PARTS BÉNÉFICIAIRES

Sur l'année 2016, Edify a émis 459 180 parts bénéficiaires au prix de 10 € chacune représentant un total de 4 591 800 €.

CRÉATION D'UN GROUPE D'INTÉGRATION FISCALE

Un groupe d'intégration fiscale horizontale de filiales françaises, dont la tête de groupe est Provence Nouveau Monde, a été constitué en date du 1^{er} janvier 2016.



Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

MÉTHODOLOGIE

L'Actif Net Réévalué d'Edify est la somme :

- des actifs financiers détenus par Edify SA réévalués à leur juste valeur suivant les méthodes définies ci-dessous,
- des disponibilités de la holding Edify SA auxquelles viennent se soustraire ses engagements financiers.

Les actifs financiers définis comme des créances obligataires sont évalués pour leur valeur nominale incluant les intérêts capitalisés.

Concernant les sociétés non consolidées, la valeur comptable a été retenue. Concernant les titres de participation consolidés par intégration globale, intégration proportionnelle ou par mise en équivalence, les méthodes d'évaluation choisies sont les suivantes :

TITRES DE SOCIÉTÉS NON COTÉES

Pour chaque participation, la valeur d'entreprise est évaluée par les méthodes habituelles, à savoir :

La méthode des multiples de comparables boursiers

Un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que les sociétés à évaluer et pour lesquelles les analystes publient régulièrement leurs recherches et leurs estimations, est déterminé pour chaque société à valoriser. Il est stable dans le temps et n'est ajusté que dans le cas où un comparable n'est plus pertinent. Les multiples des sociétés de l'échantillon sont calculés à partir (I) de la capitalisation boursière moyenne sur les 20 dernières séances précédant l'évaluation et de la dette nette estimée à la date d'évaluation par les analystes et (II) des estimations d'EBITDA et d'EBITA (Résultat Opérationnel Courant hors dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués lors des acquisitions) pour l'année en cours et les deux années suivantes issues des consensus d'analystes les plus récents à la date d'analyse. Une décote peut être appliquée sur certains multiples pour tenir compte de la taille plus réduite de la société évaluée par rapport aux sociétés de l'échantillon. La moyenne des multiples d'EBITDA et d'EBITA des sociétés de l'échantillon présentant des perspectives de croissance similaires à celles de la société à évaluer est appliquée à l'EBITDA et à l'EBITA récurrents de

la société évaluée pour l'année en cours et les deux années suivantes. La valeur d'entreprise retenue est calculée en faisant la moyenne des valorisations obtenues par application de ces multiples aux agrégats des participations.

La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF)

Cette méthode consiste à déterminer la valeur actuelle des flux de trésorerie qu'une société dégagera dans le futur. Les projections de flux de trésorerie, établies en relation avec le management de l'entreprise concernée, intègrent une analyse critique du plan d'affaires de ces sociétés. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendue des capitaux engagés (fonds propres et dettes nécessaires au financement de l'activité) compte tenu des caractéristiques de la société (secteur, taille, exposition pays). Il est calculé à partir des données financières recueillies pour le même échantillon que celui servant pour les multiples. Les projections de flux de trésorerie correspondent par ailleurs à celles qui sont utilisées pour les tests de dépréciation.

Choix de la méthode

Lorsque la société évaluée est mature sur son marché, la valeur d'entreprise est calculée en faisant la moyenne de la valeur obtenue par la méthode des comparables boursiers et de celle obtenue par la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en s'assurant de la convergence des valeurs obtenues par les deux méthodes.

Pour les participations dont la majeure partie de la croissance future porte sur un nouveau marché (changement de stratégie) ou en retournement, la valeur d'entreprise est calculée à partir de la méthode DCF.

Cette analyse multicritères permet de tenir compte de la connaissance intrinsèque par Edify de ses participations et de l'approche d'investissement à moyen terme d'Edify.

La valeur d'entreprise ainsi calculée est minorée ou majorée des actifs et passifs hors exploitation, évalués à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché si celle-ci peut être déterminée de manière fiable, et de l'endettement financier net, ce qui donne la valeur réévaluée de la participation à 100 %. Les dettes financières sont évaluées à leur valeur nominale majorée des intérêts courus. La valeur de la participation dans l'Actif Net Réévalué est obtenue en appliquant le pourcentage de détention d'Edify à la date de l'évaluation. Une décote de minorité peut être appliquée dans le cas de certaines participations ne donnant pas le contrôle et/ou de contrôle réduit.



LES TITRES DE SOCIÉTÉS COTÉES

Ils sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des 20 dernières séances boursières précédant l'évaluation.

LES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Les nouveaux investissements, filiales et participations cotées ou non cotées, sont valorisés à leur prix de revient pendant les 12 premiers mois qui suivent leur acquisition. Après leur acquisition, les filiales établissent des comptes consolidés annuels, certifiés par les auditeurs externes, et actualisent leurs plans d'activité et leurs prévisions de résultat pour l'exercice suivant la date de leur acquisition.

La méthodologie présentée ci-dessus est conforme avec les « International Private Equity and Venture Capital Valuation guidelines » (« IPEV ») approuvés par les principales associations professionnelles de capital investissement du monde.

VALORISATION DU PORTEFEUILLE D'EDIFY

L'Actif Net Réévalué s'établit à 385,4 M€ au total et à 79,3 € par action à la fin décembre 2016. Il s'inscrit ainsi en hausse de 19,9 % par rapport à la fin décembre 2015.

Présentation des comptes

PÉRIODE COMPTABLE

Pour rappel, Edify SA (ex Somfy Participations) est née de la séparation des deux branches d'activité du groupe Somfy. Son premier exercice comptable recouvrait une période de 15 mois et demi, avec un bilan d'ouverture établi au 31 octobre 2014, date de clôture du mois de réalisation des apports. En 2016, l'exercice social est de 12 mois calendaire.

DONNÉES SOCIALES

Au 31 décembre 2016, la perte d'exploitation d'Edify s'élève à 4,2 M€ comprenant essentiellement les frais de fonctionnement. Le résultat financier s'élève quant à lui à 2,7 M€ et est composé majoritairement de dividendes et d'intérêts. La perte nette est de 1,6 M€.

DONNÉES CONSOLIDÉES

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de l'ensemble consolidé ressort à 413,7 M€ sur l'exercice, en hausse de 14,5 % en termes réels et de 8,1 % à périmètre et taux de change comparables¹. Les progressions les plus sensibles sont enregistrées chez Pellenc, grâce notamment au succès des nouveaux outils électroportatifs, chez de Buyer et Zurflüh-Feller, en particulier à l'international, ainsi que chez Gaviota-Simbac, dans le domaine des stores et des accessoires pour volets roulants.

RÉSULTAT

L'EBITDA de l'ensemble consolidé s'inscrit en hausse de 43 % sur l'exercice, à 52,6 M€ et progresse de 2,5 points par rapport au chiffre d'affaires (12,7 % contre 10,2 %). Cette croissance témoigne d'une amélioration sensible au sein de chacune des participations et s'explique à la fois par le dynamisme de l'activité, source d'une meilleure absorption des coûts fixes, et par une bonne maîtrise des principaux postes de charges. Le Résultat Opérationnel Courant ressort, pour sa part, en progression de 55 %, à 36,6 M€. Le résultat net s'inscrit, en revanche, en retrait de 4,1 %, à 16,3 M€, à cause de l'incidence négative de la variation des éléments non courants : il a, en effet, supporté, selon l'application des normes comptables, une charge exceptionnelle de 3 M€ sur l'année écoulée, au titre d'un complément de prix sur une participation, alors qu'il avait bénéficié d'un profit exceptionnel de 7,3 M€ sur le précédent exercice, du fait de la reprise d'un badwill sur la société suisse.

1. La société de Buyer a été acquise en juillet 2015 et la société Profilmar, filiale de Zurflüh-Feller, en octobre 2015.



STRUCTURE FINANCIÈRE

L'Endettement Financier Net de l'ensemble consolidé est resté quasiment stable sur l'exercice compte tenu d'investissements opérationnels élevés et de la prise de participation dans Ligier. Il se limite ainsi à 22,6 M€ (hors dette d'earn out) à la fin décembre, et se compare à une situation nette de 262,5 M€ et à une capacité d'autofinancement de 39,9 M€. Les lignes de crédit, mises en place en juin 2015, d'un montant global de 63 M€ restent disponibles pour tout investissement futur.

Événements post-clôture

Il n'y a pas d'événement post-clôture à mentionner.

Informations sur les activités en matière de recherche et de développement

La « Recherche et Développement » est un élément majeur de la croissance et du développement par l'innovation. Les sociétés du portefeuille d'Edify ont, pour la plupart, une politique d'innovation active. Le groupe Pellenc, dont l'innovation est un facteur clé de succès et de croissance, compte plus de 135 ingénieurs et techniciens en R&D et dispose d'un portefeuille de plus de 146 familles de brevets dont 92 sont actives.

Informations sur les risques

RISQUES RELATIFS À L'ACTIVITÉ D'EDIFY : L'INVESTISSEMENT EN CAPITAL DANS LES SOCIÉTÉS NON COTÉES

Les principaux risques sont les suivants :

- Le risque lié à la valorisation des actifs non cotés qui peut s'avérer in fine différente de la valeur de réalisation éventuelle.
- Le risque lié à l'instruction des projets d'investissement, pouvant se traduire à terme par une perte de valeur sur l'investissement.
- Le risque de liquidité : les participations non cotées sont par nature moins liquides que les actifs cotés.
- Le risque lié au marché de la dette : Edify finance partiellement certaines de ses opérations d'acquisition par de la dette (i.e. effet de levier). Dans le cadre de ce type d'opération, Edify acquiert généralement la participation cible par l'intermédiaire d'une société holding dédiée, partiellement financée par de la dette, le plus souvent bancaire. La disponibilité et le coût des financements bancaires ou assimilés sont variables dans le temps. L'indisponibilité ou le coût trop élevé de ces financements peuvent rendre temporairement impossibles ou peu attractives les opérations à effet de levier.
- Le risque de change qui est directement lié aux montants investis dans des sociétés conduisant leurs activités dans des devises autres que l'euro, notamment le franc suisse.
- L'environnement macro-économique : une évolution défavorable de l'environnement économique et une dégradation de la conjoncture économique, notamment en Europe, peuvent altérer les conditions d'investissement, de transformation, de valorisation, et de cession des participations d'Edify.
- Le management d'Edify est de taille réduite, ce qui peut générer un risque de dépendance à l'égard de quelques hommes clés.

RISQUES PROPRES AUX PRINCIPALES PARTICIPATIONS CONTRÔLÉES

Les principaux risques sont les suivants :

- Les risques liés à l'environnement économique : des perspectives conjoncturelles défavorables sont susceptibles d'impacter négativement les performances futures de certaines participations. Les principales participations fournissent des produits aux intervenants de secteurs aussi divers que la viticulture, la maintenance d'espaces verts, le bâtiment (résidentiel et commercial) et l'industrie forestière. Les fondamentaux de certaines participations les rendent plus sensibles aux cycles économiques, d'autres ont des modèles économiques plus résilients.
- Les risques liés aux secteurs d'activité des participations : en raison de la composition du portefeuille d'Edify, certains risques sont très spécifiques et sont inhérents aux principales participations contrôlées :
 - Aléas climatiques: les activités viticoles et oléicoles sont susceptibles d'être affectées par une météo défavorable dans les zones de production. Parallèlement, un défaut d'ensoleillement aura un impact négatif sur les activités de fourniture de moteurs pour couverture de piscine.
 - Marché de la construction: la performance des participations liées au bâtiment est dépendante de l'activité de ce secteur, notamment en France et en Espagne.
 - Marché du lait et de la viande: les participations fournissant le secteur de l'élevage bovin et de la production laitière sont exposées aux variations des cours du lait et, dans une moindre mesure, de la viande, notamment en Europe.
- Le risque lié à la dépendance vis-à-vis des personnes clés dans les participations, ce qui pourrait avoir des impacts sur la conduite des opérations et la poursuite de la stratégie de la participation.
- Les risques environnementaux: les principales participations concernées par les risques environnementaux sont celles qui ont une activité industrielle, notamment celles qui intègrent, ou ont intégré, des opérations de fonte et d'usinage de métaux, de moulage de matières plastiques et de traitement de surface.

Informations sur les acquisitions d'actions propres

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action d'Edify par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité. À la clôture de l'exercice, Edify détient 1 116 actions propres, représentant 0,02 % du capital social. La valeur de ses actions propres est de 49,53 € par action.

Affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose de reporter la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'élevant à 1 603 532,49 €.



DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

15	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ
16	BILAN CONSOLIDÉ ACTIF
17	BILAN CONSOLIDÉ PASSIF
18	GÉNÉRAL
18	FAITS MARQUANTS
18	ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE
18	ANNEXES AUX DOCUMENTS COMPTABLES CONSOLIDÉS
	Note 1 – Principes comptables
	Note 2 – Périmètre
	Note 3 – Données liées à l'activité
	Note 4 – Immobilisations corporelles et incorporelles
	Note 5 – Capitaux propres
	Note 6 – Éléments financiers
	Note 7 – Provisions
	Note 8 – Éléments liés au personnel
	Note 9 – Impôts courants et différés
	Note 10 – Engagements hors bilan
	Note 11 – Participations dans les entreprises associées et informations relatives aux parties liées
	Note 12 – Honoraires
	Note 13 – États financiers au format de la loi luxembourgeoise



DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	31/12/16 12 mois	31/12/15 15 mois
Chiffre d'affaires	NOTE 3	413 672	381 291
Autres produits de l'activité	NOTE 3	5 876	6 763
Achats consommés		-180 819	-165 253
Charges de personnel		-128 712	-130 053
Charges externes		-57 441	-55 939
EBITDA		52 576	36 809
Dotations aux amortissements	NOTE 4	-15 141	-14 288
Dotations aux provisions courantes		-266	12
EBITA		37 170	22 533
Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués	NOTE 4	-580	-193
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		36 590	22 340
Autres produits et charges opérationnels non courants	NOTE 3	-5 232	6 658
Gain/perte sur cession d'actifs immobilisés d'exploitation		-110	-344
Dépréciation des écarts d'acquisition	NOTE 4	-3 754	-1 094
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		27 495	27 559
<i>Produits financiers liés aux placements</i>		<i>613</i>	<i>1 314</i>
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>		<i>-2 581</i>	<i>-3 345</i>
Coût de l'endettement net		-1 968	-2 031
Autres produits et charges financiers		601	-3 524
RÉSULTAT FINANCIER	NOTE 6	-1 367	-5 555
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		26 128	22 004
Impôts sur les bénéfices	NOTE 9	-10 512	-7 400
Quote-part de résultat des entreprises associées	NOTE 11	639	246
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		16 255	14 850
Résultat attribuable au Groupe		16 214	15 941
Résultat attribuable aux minoritaires		41	-1 091



Bilan consolidé actif

En milliers d'euros	Notes	31/12/16 Net	31/12/15 Net
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition	NOTE 4	13 661	16 806
Immobilisations incorporelles nettes	NOTE 4	13 098	13 988
Immobilisations corporelles nettes	NOTE 4	105 840	101 575
Participations dans les entreprises associées	NOTE 11	11 661	3 703
Actifs financiers	NOTE 6	17 905	12 434
Autres créances		30	121
Impôts différés actifs	NOTE 9	14 802	13 140
Engagements envers le personnel	NOTE 8	1 519	2 539
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		178 515	164 305
Actifs courants			
Stocks	NOTE 3	120 277	112 010
Clients	NOTE 3	79 644	71 272
Autres créances	NOTE 3	9 175	9 212
Actifs d'impôt exigible		3 853	5 020
Actifs financiers	NOTE 6	294	232
Trésorerie et équivalents de trésorerie	NOTE 6	66 965	57 588
TOTAL ACTIFS COURANTS		280 207	255 334
TOTAL ACTIF		458 723	419 639



Bilan consolidé passif

En milliers d'euros	Notes	31/12/16	31/12/15
Capitaux propres			
Capital		4 860	4 860
Prime		242 141	237 634
Autres réserves		-15 062	-30 996
Résultat de la période		16 214	15 941
PART GROUPE		248 153	227 439
Participations ne donnant pas le contrôle		14 324	12 788
TOTAL CAPITAUX PROPRES	NOTE 5	262 477	240 227
Passifs non courants			
Provisions non courantes	NOTE 7	3 086	2 549
Autres passifs financiers	NOTE 6	57 198	46 230
Autres dettes		129	119
Engagements envers le personnel	NOTE 8	13 835	12 758
Impôts différés passifs	NOTE 9	7 769	8 811
Instruments dérivés passifs		1	1
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		82 019	70 468
Passifs courants			
Provisions courantes	NOTE 7	2 853	3 406
Autres passifs financiers	NOTE 6	39 558	38 216
Fournisseurs	NOTE 3	38 255	34 659
Autres dettes	NOTE 3	31 524	32 136
Dettes d'impôt		2 037	528
Instruments dérivés passifs		-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS		114 227	108 945
TOTAL PASSIF		458 723	419 639



Général

Edify SA (ci-après Edify) est une holding industrielle incorporée à Luxembourg le 16 septembre 2014 en vertu de la loi du Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme pour une durée illimitée. Le siège social de la société est situé au 6, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Le numéro d'inscription de la société au Registre de Commerce et des Sociétés est le B190500.

Edify est cotée sur le marché Euro-MTF de la Bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour la balnéothérapie, les piscines et les tanks à lait), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), **les Usines Métallurgiques de Vallorbe** (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **La Buvette** (matériels pour l'abreuvement et l'élevage animal), **Ligier** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis), et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

Faits marquants

- Pour rappel, le premier exercice comptable d'Edify recouvrait une période de 15 mois et demi, avec un bilan d'ouverture établi au 31 octobre 2014, date de clôture du mois de réalisation des apports.
- Le 23 juin 2016, de Buyer a fait l'acquisition de 100 % des parts de la société Marlux, spécialisée dans les moulins à poivre, sel et épices.
- Le 7 septembre 2016, Edify a acquis pour 7,2 M€ une participation de 31,52 % dans la société Ligier Développement (Ligier Group), spécialiste des quadricycles légers. Edify a également souscrit à des obligations convertibles à hauteur de 5 M€. Cette société est consolidée par mise en équivalence.

- Sur l'année 2016, Edify a émis 459 180 parts bénéficiaires au prix de 10 € chacune représentant un total de 4 591 800 €.
- Un groupe d'intégration fiscale horizontale de filiales françaises, dont la tête de groupe est Provence Nouveau Monde, a été constitué en date du 1^{er} janvier 2016.

Événements post-clôture

Il n'y a pas d'événement post-clôture qui pourrait avoir un impact matériel sur les comptes annuels consolidés.

Annexes aux documents comptables consolidés

NOTE I – PRINCIPES COMPTABLES

1. COMPTES CONSOLIDÉS – BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Edify au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère et sur la base de méthodes comptables homogènes.

Pour rappel, les comptes consolidés du Groupe pour le premier exercice clos le 31 décembre 2015 recouvraient exceptionnellement une période de 15 mois et demi pour la société Edify SA avec un contributif des filiales issues de l'apport sur 14 mois.

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes au 31 décembre. Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont établis selon les lois et règlements applicables à cette date au Grand-Duché de Luxembourg. Toutefois la présentation du compte de résultat et du bilan ne reprend pas strictement les dispositions

prévues par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016. Une définition des principaux agrégats est donnée en Note 1.8 et une correspondance avec la nouvelle loi est présentée en Note 13.

2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation dépendent du type de contrôle de l'entité mère sur sa filiale :

Contrôle exclusif, lorsque la société mère :

- détient la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
- est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Contrôle conjoint, lorsque la société mère comprise dans la consolidation dirige conjointement avec une ou plusieurs entreprises non comprises dans la consolidation, une autre entreprise.

Influence notable, lorsque la société mère exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière de la filiale. La société mère est présumée avoir une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle détient au moins 20 % de ses droits de vote.

Les sociétés sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. Les sociétés sous contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement. Les sociétés sous influence notable sont mises en équivalence.

3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

L'établissement de comptes consolidés conduit la Direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. La Direction revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- la dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels dont l'évaluation repose notamment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation, des valeurs terminales,
- les engagements de retraite dont l'évaluation se fonde sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles,
- les provisions pour risques et charges,
- les impôts différés actifs sur les déficits.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés annuels, les jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues ont été mis à jour des derniers indicateurs retenus pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre, le Groupe revoit ses indicateurs de performance et procède, le cas échéant, à des tests de dépréciation s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur. Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

4. TEST DE PERTE DE VALEUR

À chaque clôture, le Groupe détermine s'il y a un indice de perte de valeur durable d'un actif, en s'assurant que la valeur nette comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable. Sa valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur, diminuée des coûts de vente, et sa valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable est supérieure à la valeur nette comptable de l'actif à la clôture de la période, aucune dépréciation n'est constatée.

Si, au contraire, cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation de la différence est constatée en compte de résultat.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie, estimés sur la base des plans ou budgets sur cinq ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux d'évolution constant ou décroissant, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt,



qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. Dans certains cas, les flux de trésorerie sont estimés sur des durées plus longues. Une justification en est alors fournie.

Pour les actifs incorporels (hors écarts d'acquisition) et corporels à durée de vie définie, une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. L'impact est comptabilisé dans le compte de résultat. Les dépréciations des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

5. COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS EN DEVICES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2016 ont été établis en euros.

Lors de leur comptabilisation initiale, les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, dans les comptes individuels :

- les éléments non-monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont maintenus au taux historique,
- les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat, exceptés les gains de change latents.

6. CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie est différente de celle de la société mère sont convertis en euros :

- les actifs et passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture,
- les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours,
- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les différences de change latentes, ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères, sont inscrites en écarts de conversion en capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement, date à laquelle elles sont reconnues en résultat.

Aucune filiale significative du Groupe n'est située dans un pays dont l'économie est hyper inflationniste.

7. DISTINCTION COURANT / NON COURANT

Le bilan est présenté en distinguant les éléments courants (actifs et passifs à court terme) des éléments non courants (actifs et passifs à long terme). Le résultat opérationnel se compose d'éléments courants et non courants.

Les éléments non courants sont de nature extraordinaire et classés sur une ligne spécifique du compte de résultat : « Autres produits et charges opérationnels non courants », après le Résultat Opérationnel Courant (cf. Note 3.2).

Ces éléments sont reclassés dans la Note 13, afin de respecter la présentation requise par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 19 août 1915 et entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

8. DÉFINITION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS

EBITDA : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissements et dépréciations, et provisions pour risques et charges courantes.

EBITA : Earnings Before Interest, Taxes and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissement des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisition.

EFN : Endettement Financier Net. Il correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions, des dettes afférentes aux options accordées aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées globalement et des différés de règlement à caractère financier.

Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlés, des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État (cf. Note 6.4)

9. CHANGEMENT DE MÉTHODES ET D'ESTIMATIONS COMPTABLES

Les changements de méthodes ou d'estimations comptables font l'objet d'une note incluant la nature du changement et son impact sur les comptes annuels.



NOTE 2 — PÉRIMÈTRE

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2016

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/16	% d'intérêt 31/12/16	% d'intérêt 31/12/15
Edify SA	Luxembourg (Luxembourg)	(mère)	(mère)	(mère)
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE				
Financière Développement SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
de Buyer Industries	Val d'Ajol (France)	100,00	95,00	100,00
de Buyer.com	Val d'Ajol (France)	100,00	95,00	100,00
de Buyer Inc.	Los Angeles (États-Unis)	100,00	95,00	100,00
Marlux	Val d'Ajol (France)	100,00	95,00	
Financière Nouveau Monde SA	Miribel (France)	100,00	92,06	94,48
Sirem SAS	Miribel (France)	100,00	92,06	94,48
Aqua System Design SAS	Miribel (France)	100,00	92,06	94,48
Sirem Immobilier SNC	Miribel (France)	100,00	92,06	94,48
Aswell	Miribel (France)	50,00	46,03	47,24
Provence Nouveau Monde	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Pellenc	Pertuis (France)	100,00	100,00	100,00
Pellenc America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	100,00	100,00
Pellenc Australia	Adelaïde (Australie)	100,00	100,00	100,00
Pellenc China	Dongguan (Chine)	100,00	100,00	100,00
Pellenc Languedoc Roussillon	Lézignan (France)	100,00	65,00	65,00
Pellenc Maroc	Marrakech (Maroc)	100,00	100,00	100,00
Pellenc Slovensko	Nové Mesto (Slovaquie)	100,00	100,00	100,00
Pellenc Sud America	Santiago (Chili)	100,00	100,00	100,00
Pellenc Ibérica	Jaen (Espagne)	100,00	79,60	79,60
Pellenc Italia	Colle Val d'Elsa (Italie)	100,00	99,48	99,48
Pellenc Deutschland	Kappelrodeck (Allemagne)	100,00	100,00	100,00
Pellenc Honk Kong	Honk Kong	100,00	100,00	100,00
Sofonlec	Perpignan (France)	100,00	65,00	65,00
Pellenc Bordeaux Charentes	Saint-Laurent-Médoc (France)	100,00	100,00	100,00
PERA - Pellenc SA	Florensac (France)	100,00	100,00	100,00
Pellenc Bâtiments	Pertuis (France)	100,00	99,00	99,00
Pellenc South Africa	Paarl (Afrique du Sud)	100,00	100,00	100,00
Pellenc HD SAS	Igé (France)	100,00	100,00	100,00
PERA America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	100,00	
FDS Financière Développement Suisse SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	87,78	87,78
Usines Métallurgiques de Vallorbe SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	66,06	68,72
NMP SAS	Cluses (France)	100,00	99,83	99,83
Zurflüh-Feller Holding SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,83	99,83
Zurflüh-Feller SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,83	99,83
CERF EURL	Autechaux Roide (France)	100,00	99,83	99,83
Profilinvest (fusion 2016)	Marseille (France)	-	-	99,83
Profilmar	Marseille (France)	100,00	99,83	99,83
Profilinnov	Maracineni (Roumanie)	100,00	99,83	99,83
Financière du Jura	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00


SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (Suite)

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/16	% d'intérêt 31/12/16	% d'intérêt 31/12/15
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE				
Gaviota Simbac, S.L.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota S.p.a.	Megazzo (Italie)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac, S.L. Sucursal Portugal	Sintra (Portugal)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Middle East, S.A.L.	Zouk Mosbeh (Liban)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Simbac America S.A.	Santo Domingo (Rép. Dominicaine)	46,50	39,53	39,53
Gaviota Simbac México, S.A. de C.V.	México (Mexique)	46,50	46,04	46,04
Gaviota Simbac Marruecos, SARL	Nador (Maroc)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Eastern Europe, S.R.L.	Bucarest (Roumanie)	46,50	23,25	23,25
Huella Platina, S.A.	Montevideo (Uruguay)	46,50	41,85	41,85
Toldos y Persianas de Gaviota, S.A.	Barrio La Sonrisa (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Revolution S.R.L.U.	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Brasil, S.A.	Sao Paulo (Brésil)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Central Europe s.r.o.	Trnava (Slovaquie)	46,50	46,50	46,50
Persianas y Toldos Europeos sa cv	México (Mexique)	46,50	46,50	46,50
Gaco Aluminium Solution SAS	Bogota (Colombie)	46,50	46,50	46,50
Bandalux Uruguay S.A.	Rivera (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vista Sublime	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Nordalur	Montevideo (Uruguay)	46,50	23,25	23,25
Gaviota France SAS	Perpignan (France)	46,50	46,50	46,50
Gaviota USA LLC	Wilmington (États-Unis)	46,50	46,50	46,50
Bestende	Bellusco (Italie)	46,50	32,55	
Eurolock	Santiago (Chili)	46,50	23,25	
GLP	Sinaloa (Mexique)	46,50	23,25	
FilPel Bobinas	Barbastro (Espagne)	50,00	50,00	50,00
Volentieri Pellenc	Poggibonsi (Italie)	50,00	50,00	50,00
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE				
Sofilab 4	Tournes (France)	25,00	25,00	25,00
ACT Vinicole	Laverune (France)	49,00	49,00	49,00
Aceper SL	Ourense (Espagne)	16,83	16,83	16,83
Masventava	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Inversiones	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Ligier Développement	Abrest (France)	31,52	31,52	
Gaviota Caribe	Santo Domingo (Rép. Dominicaine)	16,28	16,28	

NOTE 3 – DONNÉES LIÉES À L'ACTIVITÉ

1. CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

Le chiffre d'affaires est constitué par l'ensemble des produits des activités ordinaires des sociétés intégrées.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Les produits des activités ordinaires sont constatés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de leur livraison au client final.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 413,7 M€ au 31 décembre 2016. Il se répartit géographiquement de la manière suivante :

En millions d'euros	31/12/16 12 mois	%
Europe	337,4	82 %
<i>dont France</i>	185,5	45 %
<i>dont Espagne</i>	55,0	13 %
<i>dont Italie</i>	33,8	8 %
<i>dont Allemagne</i>	24,6	6 %
Amériques	40,9	10 %
Asie	10,6	3 %
Afrique	15,8	4 %
Océanie	9,0	2 %
TOTAL	413,7	100 %

Les autres produits de l'activité s'élèvent à 5,9 M€ et comportent le Crédit d'Impôt Recherches à hauteur de 2,8 M€.

2. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Pour rappel, le Résultat Opérationnel Courant reflète la performance de l'entreprise et représente le Résultat Opérationnel excluant à la fois les produits et charges opérationnels non courants, les gains et pertes sur cessions d'actifs immobilisés d'exploitation et les dépréciations des écarts d'acquisition.

Les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre des regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant.

Les autres charges et produits opérationnels non courants correspondent donc aux éléments exceptionnels, inhabituels, anormaux et peu fréquents et particulièrement significatifs, qui seraient de nature à fausser la lecture de la performance consolidée du Groupe. Ils intègrent notamment des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, des coûts de restructuration et des provisions qui seraient de nature à perturber la lisibilité du Résultat Opérationnel Courant.

En milliers d'euros	31/12/16 12 mois	31/12/15 15 mois
Écarts d'acquisition négatifs (cf. Note 4)	-	7 856
Dotation/reprise sur provisions non courantes	-1 033	-89
Autres éléments non courants	-4 199	-1 109
<i>Produits non courants</i>	371	339
<i>Charges non courantes</i>	-4 570	-1 449
Autres produits et charges opérationnels non courants	- 5 232	6 658

En 2015, les écarts d'acquisition négatifs constatés dans le cadre du bilan d'ouverture ont été comptabilisés en totalité en résultat pour une valeur de 7,9 M€.

Les charges non courantes intègrent 3 M€ d'ajustement de l'earn out sur le prix d'acquisition des titres de Pellenc.

3. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût de revient, déterminé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Dans le cadre du processus de consolidation, la valeur des stocks au bilan consolidé exclut les profits internes réalisés lors de la vente des produits entre deux sociétés du Groupe, si ces produits figurent toujours en stock dans une société du Groupe à la date de clôture.



En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Valeurs brutes		
Matières premières et autres approvisionnements	53 570	64 996
Produits finis et marchandises	83 328	61 770
TOTAL	136 897	126 766
Dépréciations	-16 620	-14 756
Valeurs nettes	120 277	112 010

4. CLIENTS ET FOURNISSEURS

Les créances clients et les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale. Une correction pour dépréciation est constatée pour les créances dont le recouvrement paraît compromis.

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Créances clients brutes	83 709	76 006
Dépréciations	-4 065	-4 734
Créances clients nettes	79 644	71 272

Le poste fournisseurs s'élève à 38 255 K€ au 31 décembre 2016, contre 34 659 K€ au 31 décembre 2015.

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

1. ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors d'une entrée dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Un écart d'acquisition est calculé par différence entre la somme des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise évalués individuellement à leur juste valeur et la contrepartie transférée (coût global d'acquisition) évaluée à la juste valeur des actifs remis.

L'écart d'acquisition résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de l'actif net ré-estimé à la date d'acquisition est traité de la manière suivante :

5. AUTRES CRÉANCES ET DETTES COURANTES

Autres créances courantes

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Valeurs brutes		
Créances sur le personnel	338	141
Autres taxes (dont TVA)	6 638	6 939
Charges constatées d'avance	1 939	1 524
Autres créances	261	608
TOTAL	9 175	9 212

Autres dettes courantes

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Dettes sociales	21 769	21 562
Dettes fiscales	6 828	7 033
Produits constatés d'avance	1 631	1 575
Fournisseurs d'immobilisations	648	369
Autres	648	1 597
TOTAL	31 524	32 136

- l'écart d'acquisition positif (goodwill) est comptabilisé en tant qu'actif incorporel amortissable,
- l'écart d'acquisition négatif (badwill) est comptabilisé au compte de résultat si à la date d'acquisition, il correspond :
 - à la prévision d'une évolution défavorable des résultats futurs de l'entreprise concernée,
 - à la prévision de charges qu'elle occasionnera,
 - à une plus-value réalisée.

Dans les autres cas, il est comptabilisé en provisions pour risques et charges.

L'écart d'acquisition n'est pas alloué aux parts minoritaires. En contrepartie, les ajustements de juste valeur des actifs et passifs identifiables (écarts d'évaluations) sont répartis entre la part du Groupe et celle des minoritaires.

L'écart d'acquisition positif est généralement amorti sur cinq ans. Il peut être amorti sur une période supérieure à cinq ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention dans l'annexe avec une indication des motifs. Les amortissements des écarts d'acquisition ne peuvent être repris.

Les écarts d'acquisition positifs, déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture sur les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014, ont été immédiatement déduits des réserves du Groupe, pour une valeur totale de 34,2 M€. Les écarts d'acquisition négatifs ont quant à eux été comptabilisés en totalité en résultat sur l'exercice 2015 pour une valeur de 7,9 M€ (cf. Note 3.2).

Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Valeur
Au 31 décembre 2015	16 806
Incidence des variations de périmètre	619
Incidence des variations du cours de change	55
Dotations aux amortissements	-3 754
Dépréciation pour perte de valeur	-
Autres mouvements	-65
Au 31 décembre 2016	13 661

Le poste se compose principalement des écarts d'acquisition de de Buyer (9,6 M€) et de Profilmar (3,3 M€). Sur l'exercice 2016, les sociétés Marlux (de Buyer) et Euro-lock (Gaviota) ont été acquises.

2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition ou au coût de revient, minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles. Chaque actif fait l'objet d'un test de dépréciation s'il y a un indice de perte de valeur durable.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les frais d'établissement qui sont retraités dans les comptes consolidés pour être éliminés et considérés comme des charges de l'exercice,

- les logiciels qui sont évalués à leur coût d'acquisition, et sont amortis selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue,
- les brevets : seuls les brevets acquis et les frais de dépôts y afférents sont activés. Ils sont amortis linéairement sur leur durée de protection juridique. Les frais de renouvellement des brevets sont constatés en charges de l'exercice,
- les frais de développement qui sont immobilisés sous plusieurs conditions :
 - ils doivent correspondre aux dépenses engagées par l'entreprise dans ce domaine pour son propre compte ;
 - ils doivent offrir des chances raisonnables de réussite technique et de rentabilité commerciale ;
 - il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants ;
 - son coût, ou sa valeur, peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les dépenses de développement engagées pour le compte d'un client ne sont pas immobilisées et sont inscrites parmi les charges de l'exercice. Les frais de développement sont en général amortis sur cinq ans à partir de la date de leur inscription à l'actif.

Les coûts ultérieurs sont généralement constatés en charges de l'exercice. En cas d'échec d'un projet, les frais de développement correspondants doivent immédiatement faire l'objet d'un amortissement intégral. Les frais de recherche sont inscrits parmi les charges de l'exercice.

- les marques sont évaluées et portées à l'actif du bilan dans le cadre d'acquisitions. Ces actifs incorporels sont à durée de vie indéfinie et font l'objet de tests de dépréciation quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés (indices de perte de valeur). En l'absence de dépôt, la marque n'est pas immobilisée et les frais engagés sont comptabilisés en compte de résultat,
- la relation clientèle, valorisée en actif incorporel, représente la valeur du portefeuille clients de la société à la date d'acquisition. Cette valeur est déterminée à partir de la rentabilité future dégagée par les principaux clients de la société actuellement en portefeuille, en tenant compte d'un taux de perte de clients, taux déterminé à partir des données historiques de la société. La rentabilité dégagée par ces clients est mesurée à partir de la performance financière attendue de la société en termes de marge d'EBITA, à laquelle sont déduits les impôts, le financement des autres actifs (corporels et marque) et du besoin en fond de roulement.



Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Actifs incorporels alloués	Frais de développement	Brevets et marques	Logiciels	Autres	En-cours et avances	Total 2016
Valeur brute au 31 décembre 2015	10 100	2 080	2 381	7 137	1 749	130	23 578
Acquisitions	-	42	27	342	158	280	849
Cessions	-	-238	-	-246	-10	-	-494
Incidence des variations du cours de change	-	-	1	16	-99	-1	-82
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	64	17	213	-54	-241	-
Au 31 décembre 2016	10 100	1 948	2 427	7 461	1 744	169	23 849
Amortissement cumulé au 31 décembre 2015	-193	-1 249	-1 527	-5 969	-652	-	-9 590
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-580	-292	-30	-464	-244	-	-1 611
Cessions	-	225	-	229	10	-	464
Incidence des variations du cours de change	-	-	-	-13	-	-	-14
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2016	-773	-1 316	-1 558	-6 218	-886	-	-10 751
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2016	9 327	631	869	1 243	857	169	13 098

							Total 2015
Valeur brute au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	-	1 351	716	3 672	906	417	7 062
Acquisitions	-	52	16	485	246	422	1 221
Cessions	-	-13	-	-277	-123	-	-413
Incidence des variations du cours de change	-	1	-	136	-20	-	116
Incidence des variations de périmètre	10 100	19	1 649	3 084	741	-	15 592
Autres mouvements	-	671	-	37	-	-708	-
Au 31 décembre 2015	10 100	2 080	2 381	7 137	1 749	130	23 578
Amortissement cumulé au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	-	-979	-297	-3 292	-230	-	-4 799
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-193	-268	-34	-528	-262	-	-1 286
Cessions	-	13	-	275	5	-	293
Incidence des variations du cours de change	-	-	-	-137	1	-	-135
Incidence des variations de périmètre	-	-16	-1 196	-2 286	-165	-	-3 663
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	-193	-1 249	-1 527	-5 969	-652	-	-9 590
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2015	9 907	831	854	1 167	1 098	130	13 988

Les actifs incorporels alloués correspondent à la marque (4,3 M€) et à la relation clientèle (5,8 M€) de de Buyer, cette dernière étant amortie sur dix ans.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Hors regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur séparément de l'écart d'acquisition positif. Les coûts d'entretien courants sont constatés en charge de l'exercice.

La valeur d'une immobilisation dont l'utilisation est limitée dans le temps est amortie sur sa durée d'utilisation. L'amortissement se fait sur la valeur comptable du bien et ne prend pas en compte de valeur résiduelle.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation ci-après :

- constructions : 20 à 40 ans,
- agencement et installations : 10 à 20 ans,
- matériels et outillages industriels : 5 à 10 ans,
- véhicules : 3 à 5 ans,
- mobilier : 4 à 10 ans.

Une correction pour dépréciation est constatée à chaque fois qu'une immobilisation a une valeur inférieure à celle inscrite au bilan et que cette diminution de valeur aura un caractère durable. Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie.

Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres	En-cours et avances	Total 2016
Valeur brute au 31 décembre 2015	8 856	78 726	140 259	17 731	6 604	252 176
Acquisitions	47	2 742	4 326	1 455	11 246	19 815
Cessions	-	-532	-2 446	-1 067	-	-4 045
Incidence des variations du cours de change	22	358	449	96	3	928
Incidence des variations de périmètre	-	-	69	96	-	165
Autres mouvements	41	3 067	8 783	717	-9 228	3 381
Au 31 décembre 2016	8 966	84 361	151 441	19 027	8 624	272 420
Amortissement cumulé au 31 décembre 2015	-1 572	-32 767	-103 532	-12 729	-	-150 601
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-251	-3 332	-9 984	-1 646	-	-15 213
Cessions	-	371	2 021	835	-	3 228
Incidence des variations du cours de change	-	-158	-257	-59	-	-474
Incidence des variations de périmètre	-	-	-65	-58	-	-123
Autres mouvements	4	-514	-2 768	-119	-	-3 397
Au 31 décembre 2016	-1 819	-36 400	-114 585	-13 776	-	-166 580
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2016	7 147	47 961	36 856	5 251	8 624	105 840
						Total 2015
Valeur brute au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	3 450	24 434	101 975	5 890	7 385	143 134
Acquisitions	982	5 974	8 401	1 654	12 705	29 716
Cessions	-	-748	-5 167	-827	-	-6 742
Incidence des variations du cours de change	-10	1 653	2 559	88	789	5 078
Incidence des variations de périmètre	4 264	40 128	23 752	10 803	2 042	80 989
Autres mouvements	172	7 284	8 739	123	-16 317	-
Au 31 décembre 2015	8 856	78 726	140 259	17 731	6 604	252 176
Amortissement cumulé au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	-625	-15 257	-79 772	-4 509	-	-100 164
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-283	-3 165	-8 336	-1 425	-	-13 210
Cessions	-	503	4 442	706	-	5 651
Incidence des variations du cours de change	-	-1 240	-2 071	-90	-	-3 401
Incidence des variations de périmètre	-664	-13 182	-18 080	-7 552	-	-39 477
Autres mouvements	-	-425	284	141	-	-
Au 31 décembre 2015	-1 572	-32 767	-103 532	-12 729	-	-150 601
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2015	7 284	45 959	36 727	5 001	6 604	101 575



4. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat de bail est assorti d'une option d'achat. Les actifs financés dans le cadre de contrats de location-financement sont principalement constitués de biens immobiliers. Ils sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de la juste valeur des biens loués et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations acquises via des contrats de location-financement sont amorties selon les mêmes durées que celles décrites précédemment si le Groupe estime qu'il

obtiendra la propriété de l'actif au terme du contrat. Dans le cas contraire, l'actif est déprécié sur la base de la durée la plus courte entre la durée d'utilisation de l'actif et la durée du contrat. Les contrats sont qualifiés de location opérationnelle lorsque la location n'est pas assortie d'une option d'achat. En revanche, des services complémentaires, tels que l'entretien des biens loués, sont souvent compris dans une convention de location opérationnelle. Les sommes versées au titre des locations opérationnelles sont enregistrées en charges de la période, à compter de la prise d'effet du contrat (et non de la date de début d'utilisation du bien).

Contrats de location

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Total 2016
Valeur brute au 31 décembre 2015	1 071	10 992	24 174	36 238
Acquisitions	-	54	1 189	1 243
Cessions	-	-	-106	-106
Incidence des variations du cours de change	-	-	38	38
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-94	-637	-730
Au 31 décembre 2016	1 071	10 953	24 658	36 682
Amortissement cumulé au 31 décembre 2015	-153	-1 922	-16 188	-18 262
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-24	-435	-1 740	-2 199
Cessions	-	-	76	76
Incidence des variations du cours de change	-	-	-2	-2
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	32	420	452
Au 31 décembre 2016	-177	-2 324	-17 434	-19 936
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2016	894	8 629	7 224	16 746
				Total 2015
Valeur brute au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	1 114	4 723	20 067	25 904
Acquisitions	1	6 336	3 128	9 465
Cessions	-	-304	-71	-375
Incidence des variations du cours de change	-	-	138	138
Incidence des variations de périmètre	-44	237	912	1 105
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	1 071	10 992	24 174	36 238
Amortissement cumulé au 31 octobre 2014 (Bilan d'ouverture)	-125	-1 420	-14 087	-15 632
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-28	-383	-1 674	-2 084
Cessions	-	128	57	185
Incidence des variations du cours de change	-	-	-55	-55
Incidence des variations de périmètre	-	-247	-429	-677
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	-153	-1 922	-16 188	-18 262
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2015	918	9 070	7 987	17 975

NOTE 5 – CAPITAUX PROPRES

1. PRINCIPALES VARIATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Capitaux Propres Edify SA Ouverture	227 439	253 031
Réduction de capital suite au rachat d'actions propres	-	-10 031
Goodwill imputés dans les réserves	-	-34 220
Résultat exercice	16 214	15 941
Parts bénéficiaires (cf. Note 10)	4 587	-
Écarts de conversion	82	2 591
Divers	-169	127
Capitaux Propres part Groupe	248 153	227 439
Participations ne donnant pas le contrôle	14 324	12 788
TOTAL CAPITAUX PROPRES	262 477	240 227

NOTE 6 – ÉLÉMENTS FINANCIERS

1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est composé de :

- coût de l'endettement net constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement ou de l'excédent financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux,
- écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) (cf. Note 8),
- autres produits et charges financiers constitués des produits et des charges de nature financière et non opérationnelle et qui ne font pas partie du coût de l'endettement net.

En milliers d'euros	31/12/16 12 mois	31/12/15 15 mois
Coût de l'endettement financier net	-1 968	-2 031
<i>Produits financiers liés aux placements</i>	<i>613</i>	<i>1 314</i>
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-2 581</i>	<i>-3 345</i>
Effets de change	494	-531
Charges financières liées aux écarts actuariels	-68	-1 925
Autres produits et charges financiers	175	-1 068
Résultat financier	-1 367	-5 555

Au 31 décembre 2016, le capital souscrit d'Edify SA s'élève à 4,86 M€ et est représenté par 4 860 000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, intégralement libérées.

Pour rappel, les goodwill déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture pour les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014 ont été immédiatement déduits des réserves (cf. Note 4.1).

2. ACTIONS PROPRES

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité. Les actions propres sont comptabilisées à l'actif du bilan en tant que valeurs mobilières de placement.

Au 31 décembre 2016, le Groupe possède 0,1 M€ d'actions propres détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité. Conformément à la loi concernant les sociétés commerciales, Edify SA a constitué une réserve indisponible du même montant.

En 2015, les charges financières liées aux écarts actuariels étaient principalement dues à la baisse significative du taux d'actualisation de la filiale suisse (taux stabilisé sur 2016).

2. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au prix d'acquisition ou au coût de revient.

Ils sont réévalués à la date de clôture du bilan pour leur valeur d'inventaire. La valeur comptable et la valeur d'inventaire sont comparées et une correction pour dépréciation est obligatoirement constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur de l'immobilisation financière.

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Titres de participations non contrôlés	10 504	9 897
Créances obligataires non cotées convertibles en actions	5 554	555
Prêts	186	210
Autres	1 954	2 004
Actifs financiers non courants & courants	18 199	12 666
Exigibles dans le délai d'1 an	294	232
Actifs financiers non courants	17 905	12 434



Les créances obligataires correspondent principalement aux obligations convertibles émises par la holding de Ligier Group au profit d'Edify (5 M€). La rubrique « Autres » concerne essentiellement les dépôts et cautionnements.

3. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts et les autres dettes porteuses d'intérêts sont évalués à leur valeur nominale. Leur évaluation ultérieure s'effectue à la valeur de remboursement. Les frais et primes d'émission d'emprunts sont comptabilisés à l'actif et sont amortis sur la durée de vie de l'emprunt. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés en charges de l'exercice.

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Emprunts auprès des établissements de crédit	73 136	63 312
Crédits-bails	13 720	14 537
Emprunts et dettes financières divers	9 901	6 597
Passifs financiers non courants & courants	96 757	84 446
Exigibles dans le délai d'1 an	39 558	38 216
Passifs financiers non courants	57 198	46 230

En milliers d'euros	31/12/16
À 1 an au plus	39 558
Plus d'1 an et moins de 5 ans	43 936
À plus de 5 ans	13 263
TOTAL	96 757

Les dettes financières garanties par des nantissements, hypothèques ou gages s'élèvent à 33 M€ au 31 décembre 2016.

Covenants

Au 31 décembre 2016, Edify dispose d'autorisations d'emprunts à moyen terme (lignes de crédit confirmées) totalisant 63 M€ auprès de cinq établissements bancaires (non utilisées au 31 décembre 2016). La mise à disposition de ces financements par les établissements de crédit est soumise à l'engagement pris par Edify de respecter deux covenants financiers (dettes financières nettes sociales/ Actif Net Réévalué et dettes financières nettes élargies/ Actif Net Réévalué élargi). Edify respecte l'ensemble de ses covenants au 31 décembre 2016.

Sirem et de Buyer, dans le cadre de leur dette « LBO », respectent également, au 31 décembre 2016, leurs covenants respectifs.

4. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'Endettement Financier Net correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions, des dettes afférentes aux options accordées aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées globalement et des différés de règlement à caractère financier. Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlés, des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État.

La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et découverts bancaires) et aux liquidités en caisse.

Les équivalents de trésorerie sont principalement des OPCVM qui correspondent à des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement défavorable de valeur.

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Passifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	89 797	80 746
Actifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	269	232
Trésorerie et équivalents de trésorerie	66 965	57 588
Endettement Financier Net (hors dette d'earn out)	22 563	22 926
Dettes earn out	6 913	3 700
Endettement Financier Net total	29 476	26 626

5. INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés sont comptabilisés en hors bilan sauf :

- lorsqu'ils ont une moins value latente et dans ce cas une provision doit être constituée,
- lorsqu'il s'agit d'instruments de couverture qui viennent alors compenser leur sous-jacent.

À la clôture de l'exercice, le Groupe ne dispose pas d'instrument financier dérivé.

NOTE 7 – PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. La perte qui fait l'objet d'une provision doit se rapporter à un risque parfaitement

identifié. Le risque étant inhérent à la notion d'entreprise il ne pourrait être constitué une provision pour couvrir des risques généraux.

Le montant de la provision doit être ensuite adapté en fonction de l'évolution du montant prévisible de la perte.

1. PROVISIONS NON COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2016
Au 1 ^{er} janvier 2016	1 590	769	190	2 549
Dotations	657	10	471	1 138
Reprises utilisées	-	-11	-60	-71
Reprises non utilisées	-	-253	-	-253
Incidence des variations de change	6	-	-	6
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-281	-	-281
Au 31 décembre 2016	2 252	234	601	3 086
				Total 2015
Bilan d'ouverture au 31 octobre 2014	-	534	309	843
Dotations	-43	51	-	8
Reprises utilisées	-	-68	-255	-323
Reprises non utilisées	-	-	-31	-31
Incidence des variations de change	17	-	-	17
Variation de périmètre	1 617	252	167	2 036
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	1 590	769	190	2 549

2. PROVISIONS COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2016
Au 1 ^{er} janvier 2016	1 952	68	1 386	3 406
Dotations	-598	120	789	311
Reprises utilisées	-	-17	-940	-957
Reprises non utilisées	-	-39	-153	-192
Incidence des variations de change	-	-	4	4
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	281	-	281
Au 31 décembre 2016	1 354	413	1 086	2 853
				Total 2015
Bilan d'ouverture au 31 octobre 2014	78	69	345	492
Dotations	966	10	1 031	2 007
Reprises utilisées	-	-	-170	-170
Reprises non utilisées	-	-79	-13	-92
Incidence des variations de change	-	-	-	-
Variation de périmètre	908	68	193	1 169
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	1 952	68	1 386	3 406



NOTE 8 – ÉLÉMENTS LIÉS AU PERSONNEL

1. EFFECTIF

L'effectif en fin de période est de 2 832 salariés (incluant 100 % des effectifs des entités intégrées proportionnellement ou achetées en cours d'année).

2. AVANTAGES DU PERSONNEL

Concernant les engagements en matière de retraite, le Groupe, se conformant à la réglementation et aux usages en vigueur dans chaque pays, participe à des régimes de retraite ou accorde des indemnités et avantages au départ des salariés. Un recensement de ces avantages accordés a été réalisé.

Dans quelques cas limités où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme qui en résulte est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié est probable ou certaine.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leurs engagements faisant l'objet d'une dette sous la rubrique « Engagements envers le personnel ».

Les différents régimes à prestations définies sont les suivants :

- les régimes d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC) pour l'ensemble des sociétés françaises en application des conventions collectives en vigueur,
- les régimes de retraite à prestations définies dans les filiales internationales.

L'intégralité des écarts actuariels nets d'impôts différés est reconnue immédiatement en résultat. Les écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) sont comptabilisés en résultat financier.

Le coût des services passés, désignant l'accroissement d'une obligation suite à l'introduction d'un nouveau régime ou d'une modification d'un régime existant est comptabilisé immédiatement en charges.

Les charges relatives à ce type de régimes sont comptabilisées en charge de personnel et en charge financière.

Les réductions, les règlements et les coûts des services passés sont comptabilisés en Résultat Opérationnel Courant ou en « Autres produits et charges financiers » selon leur nature. La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Les médailles du travail sont qualifiées comme étant des avantages à long terme octroyés aux salariés et sont provisionnées sur la base d'une évaluation actuarielle à chaque clôture.

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Dettes de retraite et engagements assimilés	13 835	12 758
Actifs de retraite (fonds)	1 519	2 539
Engagement Net	12 317	10 219

Les principaux engagements de retraite se retrouvent dans les filiales françaises et suisse pour lesquelles respectivement des taux d'actualisation de 1,5 % et 0,6 % ont été retenus. Les actifs de retraite correspondent à des paiements effectués par la filiale suisse à la Caisse des Pensions.

3. RÉMUNÉRATIONS BRUTES ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration s'élevaient à 276 K€ pour l'année 2016, contre 237,5 K€ pour l'année 2015.

NOTE 9 – IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

IMPÔTS COURANTS

Une convention d'intégration fiscale a été signée le 1^{er} janvier 2016 entre la société Provence Nouveau Monde (PNM) et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à au moins 95 % par Edify SA. Il s'agit d'une intégration fiscale horizontale conclue pour une durée indéterminée. Selon la convention, le bénéfice d'impôt lié à l'intégration fiscale, calculé par différence entre l'impôt réellement payé dans le cadre du résultat fiscal Groupe et la somme des impôts payables individuellement, est imputable à PNM, société tête de Groupe.

Les sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale au 31 décembre 2016 sont : Provence Nouveau Monde, NMP, Financière Développement, ZFH, Zurflüh Feller, Cerf, Profilmar, de Buyer Industries, de Buyer.com et Financière du Jura.

Au 31 décembre 2016, l'économie d'impôt réalisée grâce aux déficits transmis par les filiales déficitaires est considérée comme un produit d'impôt.

En cas de sortie du groupe d'intégration fiscale, les filiales sortantes sont indemnisées par PNM selon des modalités appréciées d'un commun accord lors de la sortie au vu des éléments de faits constatés à cette date.

À ce jour, il n'y a pas de déficit d'ensemble reportable à utiliser.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs établies selon les règles fiscales et sur les retraitements réalisés en consolidation dans le cadre de la mise en conformité avec les normes comptables du Groupe (conception étendue du calcul des impôts différés). Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable, c'est-à-dire que leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou qu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

Les impôts différés relatifs aux déficits fiscaux des sociétés sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent,
- il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant que les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés n'expirent,
- les pertes fiscales non utilisées résultent de causes identifiables qui ne se reproduiront vraisemblablement pas,
- les opportunités liées à la gestion fiscale de l'entité généreront un bénéfice imposable pendant l'exercice au cours duquel les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

S'il n'est pas probable que l'entité disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose comme suit :

	31/12/16	31/12/15
En milliers d'euros	12 mois	15 mois
Impôts courants	-12 937	-9 715
Impôts différés	2 425	2 314
Impôts sur les bénéfices	-10 512	-7 400



Voici une analyse par nature des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/16 Actif	31/12/15 Actif	Impact Compte de résultat 2016
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	8 396	8 338	-97
IDA liés aux retraites	2 375	2 123	233
IDA liés aux méthodes de provisions	327	239	86
IDA liés aux dettes fiscales et sociales	1 861	1 422	394
IDA liés aux justes valeurs	1 239	1 336	-96
IDA liés aux frais d'acquisitions	205	328	-123
Impôts différés sur marges internes	6 406	4 803	1 471
TOTAL	14 802	13 140	1 375
	Passif	Passif	
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	7 380	8 533	1 153
IDP liés à la relation clients	3 211	3 411	200
IDP liés aux justes valeurs des immobilisations	984	1 060	76
IDP liés aux crédits-bails	557	520	-37
IDP liés aux différences sur les amortissements	2 161	2 233	71
IDP liés à l'activation des frais de développement	207	205	-1
Impôts différés sur marges internes	389	278	-103
TOTAL	7 769	8 811	1 050

NOTE IO – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Loyers restant à payer sur locations simples	5 388	6 571
Autres engagements donnés	3 899	3 171
Engagements donnés	9 288	9 743
Garanties d'actifs et de passifs	20 940	20 940
Lignes de crédit non utilisées	65 794	66 477
Engagements reçus	86 734	87 417
Options d'achats d'actifs	13 611	6 902
Engagements réciproques	13 611	6 902

Edify SA a émis 459 180 parts bénéficiaires au prix de 10 € chacune au cours de l'année, représentant un total de 4 591 800 €. Les parts bénéficiaires ont été émises comme suit : 435 000 parts émises le 1^{er} septembre 2016 et 24 180 parts émises le 17 novembre 2016.

Ces parts bénéficiaires ont été souscrites par Paravranche SA, société détenue par Edify SA, les membres de son Conseil d'Administration et ses managers. Les caractéristiques et droits des parts bénéficiaires sont fixés par l'article 6.2 des Statuts de la Société ainsi que par le règle-

ment intérieur des parts bénéficiaires.

Au cours de ce même exercice, la Société a pris un engagement et une option de rachat en vue d'acquiescer la propriété de ces parts bénéficiaires. Selon l'évaluation au 31 décembre 2016 effectuée par le management, ce rachat impacterait les fonds propres d'Edify SA à hauteur de 2,6 M€. Edify SA a également d'autres engagements liés à des options d'achat sur des titres de certaines filiales. Globalement, ces engagements s'élèvent à 9,2 M€ et surviendront entre 2019 et 2023.

NOTE II – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

1. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées regroupent les sociétés consolidées par mise en équivalence qui, au 31 décembre 2016, sont principalement composées de Ligier (7,5 M€), Sofilab 4 (2 M€) et d'Aceper SL (1,8 M€).

En milliers d'euros	31/12/16
Quote-part de capitaux propres à l'ouverture	3 703
Variation de périmètre	7 378
Quote-part de résultat de la période	639
Dividendes versés	- 67
Autres mouvements	8
Quote-part de capitaux propres à la clôture	11 661

2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité qui établit ses états financiers. Les parties liées sont :

- la société mère,
- les filiales,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Conseil d'Administration.

Transactions avec les parties liées

En dehors des transactions entre Edify et ses filiales, qui se trouvent retraitées dans le cadre des comptes consolidés, et des rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration (cf. Note 8.3), il n'existe aucune transaction avec les autres parties liées.

NOTE I2 - HONORAIRES

Les honoraires perçus par le principal réviseur légal s'élèvent à 233 K€, dont 226 K€ au titre des prestations d'audit des comptes de l'exercice 2016.

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Total des honoraires directement liés à la certification des comptes du Groupe Edify	226	279
<i>Émetteur</i>	85	165
<i>Filiales intégrées globalement</i>	141	114
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (juridique, fiscal, social)	7	10
TOTAL	233	288



NOTE 13 - ÉTATS FINANCIERS AU FORMAT DE LA LOI EN VIGUEUR

Les états financiers ci-dessous retiennent une présentation conforme à l'amendement de la Loi du 10 août 1915 voté le 19 décembre 2015 et entré en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ			
En milliers d'euros	2016 12 mois	2015 15 mois	Correspondance avec les comptes présentés
1. Chiffre d'affaires net	413 672	381 291	Chiffre d'affaires
2. Variations du stock de produits finis et en cours de fabrication	10 522	5 876	Achats consommés
3. Travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif	-	-	
4. Autres produits d'exploitation	5 876	6 763	Autres produits de l'activité
5. a) Consommation de marchandises et de matières premières et consommables	-185 457	-165 797	Achats consommés
5. b) Autres charges externes	-4 069	-3 711	Achats consommés
6. Frais de personnel	-128 712	-130 053	Charges de personnel
<i>a. salaires et traitements</i>	-97 940	-99 776	
<i>b. charges sociales couvrant les salaires et traitements</i>	-27 498	-26 058	
<i>c. pensions complémentaires</i>	-1 940	-2 599	
<i>d. autres frais de personnel</i>	-1 334	-1 619	
7. Corrections de valeur	-20 734	-10 374	
<i>a. sur des frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-15 141	-14 288	Dotations aux amortissements
<i>b. sur provisions courantes</i>	-266	12	Dotations aux provisions courantes
<i>c. sur provisions non courantes</i>	126	7 970	Autres produits et charges opérationnels non courants
<i>d. sur écarts d'acquisition</i>	-3 754	-1 094	Dépréciation des écarts d'acquisition + earn out
<i>e. sur actifs incorporels alloués</i>	-580	-193	Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués
<i>f. sur stocks</i>	-1 815	-1 622	Achats consommés
<i>g. sur éléments de l'actif circulant</i>	685	-1 160	Charges externes
8. Autres charges d'exploitation	-63 594	-56 437	Charges externes + Autres produits et charges opérationnels non courants
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	27 495	27 559	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL
9. Produits provenant de participations	-1 678	-1 623	Autres produits et charges financiers
10. Produits des éléments financiers de l'actif circulant	2 102	2 906	Autres produits et charges financiers
11. Autres intérêts et produits assimilés	613	1 314	Produits financiers liés au placement
12. Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	-	-	
13. Intérêts et charges assimilés	-2 405	-8 151	
<i>a. concernant des entreprises liées</i>	1 912	1 306	Autres produits et charges financiers
<i>b. charges financières liées à l'endettement</i>	-2 581	-3 345	Charges financières liées à l'endettement
<i>c. autres intérêts et charges</i>	-1 735	-6 112	Autres produits et charges financiers
RÉSULTAT FINANCIER	-1 367	-5 555	RÉSULTAT FINANCIER
14. Impôts sur le résultat	-10 512	-7 400	Impôts sur les bénéfices
15. Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	639	246	Quote-part de résultat des entreprises associées
16. Résultat après impôts sur le résultat	16 255	14 850	
17. Autres impôts	-	-	
18. Résultat de l'exercice	16 255	14 850	RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ



ACTIF			
En milliers d'euros	31/12/16 Net	31/12/15 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Actif immobilisé	162 458	148 737	
I. Immobilisations incorporelles	13 098	13 988	Immobilisations incorporelles nettes
1. Frais de Recherche et Développement	631	831	
2. Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires	6 959	6 991	
3. Fonds de commerce, dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux	5 338	6 035	
4. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	170	131	
II. Écart d'acquisition	13 661	16 806	Écarts d'acquisition
III. Immobilisations corporelles	105 840	101 575	Immobilisations corporelles nettes
1. Terrains et constructions	55 108	53 243	
2. Installations techniques et machines	36 856	36 727	
3. Autres installations, outillages et mobiliers	5 251	5 001	
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	8 624	6 604	
IV. Immobilisations financières	29 860	16 369	
1. Parts dans les entreprises liées	11 661	3 703	Participations dans les entreprises associées
2. Participations et titres ayant le caractère d'immobilisations	10 479	9 897	Actifs financiers courants et non courants
3. Autres Prêts	7 719	2 769	Actifs financiers courants et non courants
V. Impôts différés actifs	14 802	13 140	Impôts différés actifs
B. Actif circulant	279 523	256 237	
I. Stocks	120 277	112 010	Stocks
1. Matières premières et consommables	45 058	56 280	
2. Produits finis et marchandises	75 219	55 730	
II. Créances	92 282	86 637	
1. Créances résultant de ventes et prestations de services	79 644	71 272	Clients
2. Créances sur des entreprises liées	1	-2	Trésorerie et équivalents de trésorerie
3. Créances envers le personnel	1 519	2 539	Engagements envers le personnel
4. Autres créances	11 118	12 828	Autres créances + Actif d'impôt exigible
III. Valeurs mobilières	-	-	
IV. Avoirs en banques, avoirs en ccp, chèques et en caisse	66 965	57 590	Trésorerie et équivalents de trésorerie
C. Comptes de régularisation	1 939	1 524	Autres créances
TOTAL DU BILAN ACTIF	458 723	419 639	

**PASSIF**

En milliers d'euros	31/12/16 Net	31/12/15 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Capitaux propres	262 477	240 227	
I. Capital souscrit	4 860	4 860	Capital
II. Primes d'émissions et primes assimilées	242 141	237 634	Prime
III. Réserves de réévaluations	-	-	
IV. Réserves	-15 062	-30 996	Autres réserves
V. Résultats reportés	-	-	
VI. Résultat de l'exercice (Part Groupe)	16 214	15 941	Résultat de la période
Intérêts minoritaires	14 324	12 788	Participations ne donnant pas le contrôle
B. Provisions	19 774	18 713	
1. Provisions pour pension et obligations similaires	13 835	12 758	Engagements envers le personnel
2. Provisions pour impôts	-	-	
3. Autres provisions	5 939	5 955	Provisions non courantes et courantes
C. Impôts différés passifs	7 769	8 811	Impôts différés passifs
D. Dettes non subordonnées	167 070	150 313	
1. Emprunts obligataires envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Dettes envers des établissements de crédit et divers*	96 756	84 446	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	39 558	38 216	Autres passifs financiers courants
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	57 198	46 230	Autres passifs financiers non courants
3. Acomptes reçus sur commandes	-	-	
4. Dettes sur achats et prestations de services	38 255	34 659	Fournisseurs
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	38 255	34 659	
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
5. Dettes sur immobilisations	648	369	Autres dettes courantes
6. Dettes représentées par des effets de commerce	-	-	
7. Dettes envers les entreprises liées	8	17	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	8	17	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
8. Dettes envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
9. Dettes fiscales et sociales	30 634	29 115	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	30 634	29 115	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
10. Autres dettes	768	1 707	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	638	1 587	Autres dettes courantes + Dettes d'impôts
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	130	120	Autres dettes non courantes
E. Comptes de régularisation	1 633	1 575	
TOTAL DU BILAN PASSIF	458 723	419 639	

* Ce poste intègre une dette d'earn out pour un montant de 6,9 M€ (cf. Note 6).



RAPPORT

DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ



RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Aux actionnaires de
Edify SA
6, Boulevard d'Avranches
L-1160 Luxembourg

Rapport sur les comptes annuels consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 19 mai 2016, nous avons effectué l'audit des comptes annuels consolidés ci-joints de Edify SA, comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2016 ainsi que le compte de profits et pertes consolidé pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

RESPONSABILITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS L'ÉTABLISSEMENT ET LA PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels consolidés, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels consolidés en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement et la présentation de comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique ainsi que de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



OPINION

À notre avis, les comptes annuels consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée de Edify SA au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels consolidés en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé

Jeannot Weyer

Luxembourg, le 10 mai 2017



Edify mai 2017

Réalisation : Explorations 

Photos :
Vincent Flamion (X Septembre Gallery SA)



EDIFY SA

Siège Social

6, Boulevard d'Avranches
1160 Luxembourg
Luxembourg
Tél. : +352 24 83 16 20

Succursale du Grand-Saconnex

29, route de l'Aéroport
CP 230
1215 Genève
Suisse
Tél. : +41 22 710 05 27

www.edify-investmentpartner.com
contact@edify-investmentpartner.com